

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

Contenu de ce document :
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue ». Anna Konieczna

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3422-3



**ARCHIVES
NATIONALES**



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

QUATRIÈME PARTIE

**Affaires diplomatiques
& diplomatie d'affaires**

L'AFRIQUE DU SUD, UN PARTENAIRE PARTICULIER POUR LE « DIALOGUE »¹

Anna Konieczna

These archives contain traces of my life and those who had lived with me. Anyone who explored the world of archives will know that it is a treasure house, one that is full of surprises, crossing paths, dead ends, painful reminders and unanswered question.

Nelson Mandela, inscription aux Archives nationales d'Afrique du Sud, Pretoria, 2014

Le 29 octobre 1970, la déclaration du président ivoirien allait ouvrir une vive controverse sur le continent africain. Dans son discours clôturant le congrès du Parti démocratique de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny a lancé un avertissement contre une guerre permanente en Afrique et s'est prononcé en faveur d'une « politique de dialogue et de contacts² » avec l'Afrique du Sud. Destinée à un débat intérieur, la déclaration n'est pas un acte isolé. Houphouët-Boigny a réaffirmé sa position l'année suivante : d'abord, en avril, au cours d'une conférence de presse³, ensuite, le 1^{er} juillet, dans son « Message pour la Paix en Afrique »⁴ prononcé quelques jours après que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a rejeté le dialogue. Ces déclarations ont provoqué des critiques, voire des réactions violentes, tant en Afrique francophone qu'anglophone. En mai 1971, le cortège du président ivoirien, qui assistait à la réunion du Conseil de l'Entente à Ouagadougou, a été attaqué par de jeunes manifestants qui dénonçaient le « traître à l'Afrique » et « l'ennemi de la Haute-Volta »⁵. En arrivant au même moment que les informations sur les contrats

- 1 Cet article est le résultat des recherches menées dans le cadre de notre thèse *L'Histoire d'une « relation spéciale » : les relations franco-sud-africaines dans les années 1958-1974*, dir. Maurice Vaïsse, Sciences Po Paris, 2013.
- 2 AN, AG/5(F)/1807, Note du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, Paris, 10 novembre 1970.
- 3 AN, AG/5(F)/1808, Dépêche de l'AFP, 28 avril 1971.
- 4 AN, AG/5(F)/2134, Note de la direction Afrique/Levant (désormais DAL), Paris, 5 août 1971.
- 5 AN, AG/5(F)/1781, Télégramme n° 294-301 de Delay, Ouagadougou, 17 mai 1971.

militaires attribués par les entreprises françaises au régime sud-africain, ces déclarations ont fait s'amplifier la campagne anti-française en Zambie. Celle-ci a atteint son paroxysme au début de juillet 1971 quand l'ambassade de France à Lusaka a été attaquée par les manifestants entraînant l'évacuation du chiffre par l'ambassadeur. Les auteurs de ces attaques ont été traduits devant la justice zambienne, le 14 juillet⁶. Interrogé bien des années plus tard par Philippe Gaillard, Jacques Foccart réfuta son implication directe dans la politique du dialogue. À la question de savoir qui poussait Houphouët-Boigny à proposer le dialogue, il répondit : « Rien ni personne d'autre que sa profonde conviction ». Il avoua toutefois qu'il avait partagé l'analyse du président ivoirien et qu'il avait contribué, d'une manière indirecte, à la réussite de cette politique⁷.

354

Les recherches sur le dialogue voient cette initiative tantôt comme un plan préparé par Jacques Foccart⁸, tantôt comme le reflet de la personnalité pragmatique, voire machiavélique, de Félix Houphouët-Boigny⁹. Plus généralement, elles déterminent son origine dans la conférence de presse organisée à Abidjan en avril 1971 et incluent rarement ses antécédents et son contexte. En s'appuyant sur les sources sud-africaines et françaises et sur les recherches autour des « réseaux Foccart » en Afrique¹⁰, cet article a pour objectif de répondre à cette lacune. Il démontre que le dialogue repose sur un réseau triangulaire des contacts créés déjà dans les années 1960 avant de devenir à partir de 1970 une voix controversée dans le débat continental sur les enjeux en Afrique. Tout en présentant les motivations de la politique étrangère de la France en Afrique méridionale, cet article rompt avec l'approche réaliste qui voit l'État comme un acteur unitaire pour tenter la réflexion sur la perception du dialogue par les institutions françaises en charge de la politique extérieure. Finalement, il interroge le rôle et la place des archives Foccart dans les recherches

6 AMAE, Direction Nations Unies/Organisations internationales (désormais NUOI), apartheid, 1970-75, dossier « Relations avec la Zambie ».

7 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle. Entretien avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, t. 2 (1969-1996), 1997, p. 112.

8 Daniel Bach, « Les initiatives franco-sud-africaines de "dialogue" avec l'Afrique francophone », dans *La France et l'Afrique du Sud : histoire, mythes et enjeux contemporains*, Paris, Karthala, p. 203-214 ; Roger Pfister, *Apartheid South Africa and African States: From Pariah to Middle Power, 1961-1994*, London, Tauris Academic Studies, 2005, p. 48-76.

9 Abou B. Bamba, « An unconventional challenge to apartheid: the Ivorian Dialogue Diplomacy with South Africa, 1960-1978 », *International Journal of African Historical Studies*, 47/1, 2014, p. 77-99.

10 Roger Pfister, *Apartheid South Africa and African States*, op. cit., p. 48-76 ; Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100 ; Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.

sur la politique africaine de la France, et plus particulièrement, sur la politique du dialogue.

LES ENJEUX DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE

Une analyse fonctionnaliste des institutions françaises en charge de la politique africaine sous les présidences de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou risque de mener à une conclusion rapide selon laquelle l'Afrique du Sud, ou plus généralement l'Afrique australe n'a pas pu intéresser Jacques Foccart. Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches qu'il dirige entre 1960 et 1974 a pour vocation de gérer les relations avec les anciennes colonies françaises – le « pré carré ». Les relations avec l'Afrique « hors champ », y compris l'Afrique du Sud, se trouvent dans la gestion du Quai d'Orsay. Ce cadre témoigne d'une certaine hiérarchie des priorités dans la politique française telle qu'elle est formulée au Palais de l'Élysée. En même temps que l'évolution du continent encourage la France à élargir son influence en dehors de l'ancien Empire, le renforcement du « pré carré » et de ses liens avec l'ancienne métropole est perçu à la fois comme un complément indispensable de la « grandeur » de la France et comme un élément intégrant de sa politique continentale¹¹. Cette lecture fonctionnaliste éclipse toutefois les dynamiques continentales ou globales, ou encore les ambitions françaises nationales, tous ces éléments qui ont pesé dans la formulation de la politique française en Afrique.

Tout d'abord, l'Afrique francophone n'est pas un ensemble homogène et elle ne reste pas imperméable aux influences extérieures. Tout en restant inscrits dans un réseau très dense d'interdépendances avec la France, les États du « bloc francophone » cherchent aussi à affirmer leur souveraineté internationale et à desserrer autant que possible l'étau français. Cet objectif se traduit par la représentation dans les organisations internationales, les échanges diplomatiques réguliers avec leurs voisins non francophones, la participation dans les débats sur l'avenir du continent ou encore par la tentative de diversifier les courants commerciaux et sources d'aide au développement à des partenaires occidentaux et non occidentaux. La lecture des archives de Jacques Foccart confirme cette « théorie indépendantiste »¹² : elles démontrent comment la politique étrangère des pays francophones résulte de la volonté de se positionner dans le système

11 Frédéric Turpin, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique (1958-1974). Décoloniser et coopérer*, Paris, Les Indes savantes, 2010, p. 151.

12 Cette théorie, appliquée aux pays socialistes, « satellites » de l'Union soviétique, démontre que les affinités et solidarités idéologiques n'ont pas empêché ces pays à mener une politique étrangère à caractère national.

international, dans le « système franco-africain » et dans le « système africain » (régional ou continental).

Deuxièmement, le « pré carré » est un ensemble disparate. Il est dense en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, mais reste plus distant et éparpillé dans la zone de l'océan Indien. Or la présence dans cette zone, au croisement des routes maritimes internationales, sert de multiplicateur de puissance française dans le jeu stratégique mondial : grâce au contrôle des zones économiques exclusives et des leurs ressources, la France est dans les années 1960 une troisième puissance maritime mondiale¹³. Par conséquent, les évolutions que connaît la partie intermédiaire du continent entre les deux parties du « pré carré » intéressent la France et Jacques Foccart. L'importance de cette zone pour la sécurité mondiale et la stratégie française en Afrique est par ailleurs confirmée dans l'un des premiers actes de la politique étrangère de Charles de Gaulle, à savoir le mémorandum que ce dernier envoie en septembre 1958 à Harold Macmillan et Dwight Eisenhower¹⁴.

356

L'échec du « directoire à trois », patent au moment de la crise congolaise, pousse la France à vouloir mener en Afrique une politique de « cavalier seul¹⁵ ». Dans cette quête solitaire, elle cherche désormais à se positionner à l'intersection de deux tendances qui structurent les relations sur le continent, à savoir le conflit idéologique Est/Ouest et les tensions Nord/Sud. La France réproue à la fois l'activité soviétique que l'interventionnisme américain en Afrique¹⁶. Elle suit également attentivement les débats sur l'unité africaine. Ce débat, qui voit apparaître l'opposition entre le courant modéré/confédéral et le courant progressiste/panafricain, porte autant sur le modèle économique ou politique de l'intégration que sur les relations du continent avec le monde extérieur (neutralité ou non-alignement). À partir de 1960, Paris renforce les relations avec les régimes minoritaires en Afrique australe, notamment avec l'Afrique du Sud. De par son orientation idéologique – c'est un pays anti-communiste qui a rompu les relations avec l'Union soviétique – à cause de son emplacement stratégique et de ses ambitions régionales, elle se présente comme le garant, voire le gendarme, des intérêts occidentaux en Afrique australe et dans la zone de l'océan Indien. L'Afrique du Sud, puissance économique et industrielle continentale, devient aussi le premier partenaire commercial de la France en

13 Hélène Mazeran, *Géopolitique de l'océan Indien*, Paris, CHEAM, 1994, p. 90.

14 Mémorandum du général de Gaulle remis le 17 septembre 1958 à Dwight Eisenhower et Harold Macmillan.

15 J'emprunte cette expression à Mukanya Jean-Bruno et Saul Samir, « Cavalier seul : la France contre les interventions multilatérales durant la crise congolaise, 1960-1963 », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 101-118.

16 Pierre-Michel Durand, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Afrique et destination privilégiée de ses investissements. En même temps, la France profite de l'évolution de l'Empire britannique et noue les relations diplomatiques et économiques avec les États indépendants de l'Afrique de l'Est ou de l'ancienne Fédération d'Afrique centrale – la Zambie et le Malawi¹⁷. Dans les contacts avec ces pays, acquis souvent au non-alignement, la France se présente, surtout après la reconnaissance de la Chine populaire, comme un « troisième grand » et le porte-parole « désintéressé » du tiers monde dans le jeu global¹⁸. L'ensemble francophone devient outil et complément de cette politique. Composé majoritairement des pays modérés, il est censé jouer le rôle stabilisateur et pôle d'attraction économique sur le continent africain¹⁹. Au cours des conversations avec les leaders des anciennes colonies britanniques, Charles de Gaulle les encourage à nouer les liens avec leurs homologues francophones. Il s'agit toutefois dès le départ d'une relation hiérarchique. Comme le dit de Gaulle à Houphouët-Boigny : « vous pouvez avoir des relations avec les pays anglophones », mais « c'est autour des États d'expression française qu'il est normal de rassembler les autres »²⁰.

LES ANTÉCÉDENTS DU DIALOGUE

Les relations avec l'Afrique du Sud sont porteuses d'une contradiction de la politique française en Afrique. Complément de cette politique dans le domaine économique et industriel, elles constituent en même temps son revers dans le domaine diplomatique. La coopération avec le régime d'apartheid et ses alliés en Afrique australe fragilise la position de la France en Afrique tant francophone qu'anglophone, car elle provoque des critiques régulières des pays africains. Ce dilemme laisse la place ouverte à une zone grise des liens informels et à l'activité des acteurs non étatiques.

Une relation triangulaire entre la France, l'Afrique du Sud et le « pré carré » est tout d'abord le résultat de l'activité des « réseaux Foccart », et plus particulièrement de Jean Mauriceau-Beaupré. Proche collaborateur de Foccart et de Debré, il est nommé en 1960 conseiller de l'abbé Youlou, président du Congo-Brazzaville, ensuite, en 1963, de Félix Houphouët-Boigny. Sur le terrain africain, il œuvre en faveur du renforcement de la présence française en Afrique. Il met en place une série des opérations destinées à renforcer le pouvoir

17 Voir par exemple les comptes rendus des conversations dans « Suivi des relations avec différents pays », AN, AG/5(1)/1381.

18 Patrick Quantin, « La vision gaullienne de l'Afrique noire. Permanences et adaptations », *Politique africaine*, 5, mars 1982, p. 8-18.

19 Frédéric Turpin, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique*, op. cit., p. 151.

20 AN, AG/5(F)/535, Entretien entre Charles de Gaulle et Houphouët-Boigny, 9 juin 1961.

régional des leaders africains dont il est conseiller ou, plus généralement, à augmenter le rayonnement du Rassemblement démocratique africain (RDA), parti interafricain francophone et pro-occidental sur le continent. Ainsi, selon Jean-Pierre Bat, Mauricheau-Beaupré coorganise la sécession katangaise et biafraise, participe à l'établissement de Tchombé au Congo-Kinshasa, au renforcement du gouvernement de François Tombalbaye au Tchad ou de Kofi Busia au Ghana²¹. Le renforcement des réseaux du RDA signifie aussi, dans son esprit, de contrer le courant progressiste en Afrique dont le panafricanisme est l'une des émanations. Au début des années 1960, Mauricheau-Beaupré crée un réseau des contacts en Afrique australe, notamment avec les services de renseignement sud-africains. Il se montre aussi favorable à tout projet de coordination approfondie entre les régimes conservateurs de la région – l'Afrique du Sud, la Rhodésie et les territoires portugais. Une telle alliance informelle est de nature, selon lui, à constituer un contrepoids aux projets d'intégration panafricains tout en préservant les intérêts de l'Occident dans la région²². Elle constitue aussi l'un des points d'appui pour les opérations que Mauricheau mène en Afrique. Pretoria y apporte en effet son aide économique, militaire ou paramilitaire²³. Fruits des relations personnelles, ces rapports impliquent aussi, d'une manière directe ou indirecte, certaines entreprises ou banques françaises installées en Afrique du Sud. Les liens qu'elles nouent avec les intérêts sud-africains – notamment le géant minier Anglo-American – débouchent sur les partenariats stratégiques en Afrique occidentale et en Afrique australe. C'est par ce biais que le gouvernement sud-africain noue à partir de 1967 des relations économiques et politiques avec Madagascar et le Gabon.

La triangulation des relations est aussi le fruit du « système Foccart » dont Félix Houphouët-Boigny est l'un des points d'appui. Pilier de la présence française en Afrique, le président de la Côte d'Ivoire, selon les circonstances, joue aussi la carte de solidarité africaine. En 1962, quand il brigue le siège du membre non permanent du Conseil de sécurité pour la Côte d'Ivoire, il organise une tournée en Afrique de l'Est²⁴ et devient médiateur auprès des pays francophones en faveur de la création de l'OUA²⁵. Tout en s'abstenant de participer aux réunions d'Addis-Abeba, il crée le réseau des contacts en Afrique méridionale, ce dont témoigne par exemple la visite d'une mission parlementaire

21 Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart*, op. cit., p. 270-334.

22 AN, AG/5(F)/641, Note manuscrite à l'attention de Jacques Foccart, juin 1963.

23 Roger Pfister, *Apartheid South Africa and African States*, op. cit., p. 48-76.

24 AN, AG/5(F)/535, Entretien entre Charles de Gaulle et Houphouët-Boigny, 9 juin 1961.

25 Delphine Lecoutre, « L'Éthiopie et la création de l'OUA », *Annales d'Éthiopie*, 20, 2004, p. 113-147 ; Anna Konieczna, « Rolafrancuskojęzycznych krajów Afryki w powstaniu Organizacji Jedności Afrykańskiej », *Olsztyńskie Studia Afrykanistyczne*, 2, 2012, p. 75-89.

ivoirienne en Tanzanie et au Malawi en 1965²⁶. La même ambiguïté caractérise son attitude envers les questions de l'Afrique australe. La diplomatie ivoirienne, tout au moins jusqu'en 1967, reste officiellement critique à l'égard du régime d'apartheid. Toutefois, lors des conversations privées avec l'ambassadeur français à Abidjan, Houphouët se montre très tôt favorable à une approche plus constructive envers Pretoria²⁷.

Les premières déclarations et gestes d'ouverture de la diplomatie ivoirienne en faveur de l'Afrique du Sud que l'on observe à partir de 1968 sont motivés tout d'abord par l'évolution de la situation en Afrique de l'Ouest. Le renversement de Kwame Nkrumah au Ghana, suivi d'une série des coups d'État dans les pays francophones, y compris dans les États membres du Conseil de l'Entente, attise la compétition pour le leadership dans la région entre le Nigeria et la Côte d'Ivoire²⁸. Ils sont l'un des éléments qui poussent le président ivoirien à s'engager dans le projet d'affaiblissement du géant anglophone. Ces déclarations répondent aussi à l'évolution de la situation en Afrique australe et orientale. Avec la chute du président ghanéen, la dynamique panafricaine se déplace vers l'Afrique de l'Est²⁹ et renforce la position de Julius Nyerere et de Kenneth Kaunda. Les leaders tanzanien et zambien apportent leur soutien aux mouvements de libération d'Afrique australe. À partir de 1967, face au *statu quo* dans la région, ces derniers organisent une série des raids dans les zones limitrophes en Angola ou en Rhodésie à partir des territoires voisins ce qui provoque la réponse des forces policières rhodésiennes et portugaises, avec l'aide des renforts sud-africains. La montée des tensions dans la région et l'échec de la diplomatie britannique dans la crise rhodésienne font se renforcer la pression de Kaunda et Nyerere sur le gouvernement français dont le soutien pour les régimes minoritaires de la région est, à l'époque, régulièrement relevé par la presse internationale anglophone.

Simultanément, à partir de 1967, le nouveau Premier ministre sud-africain, John Vorster, initie la « politique d'ouverture » envers les pays de la région, ce dont témoigne l'instauration immédiate des relations diplomatiques avec le Lesotho et le Malawi ou la création, en 1969, d'une union douanière entre l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland³⁰. À travers les échanges commerciaux ou des projets d'assistance technique, ce projet vise non seulement

26 AN, AG/5(F)/2292, Note du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches à l'attention du président de la République, Paris, 14 mai 1965.

27 AMAE, NUOI, Apartheid, 1960-69, 672, Télégramme 359 de Raphaël-Leygues, Abidjan, 22 juin 1964.

28 AN, AG/5(F)/1795-1796 et 1800-1802.

29 Amzat Boukari-Yabara, *Africa must unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2015, p. 198--200.

30 Roger Pfister, *Apartheid South Africa and African States*, op. cit., p. 40.

à affirmer la puissance régionale de l'Afrique du Sud, mais surtout à contourner l'influence du panafricanisme dans les deux régions. Autant qu'elle crée des liens de clientélisme dans le voisinage proche, la « politique d'ouverture » met aussi en cause les projets de l'indépendance économique promus par la Zambie et la Tanzanie, tels que la création d'un marché commun sous l'égide de la Communauté des États d'Afrique de l'Est ou la construction de l'infrastructure ferroviaire – le chemin Tanzam – financée par la Chine populaire qui rendrait le commerce zambien indépendant des ports sud-africains ou angolais.

360

Ces deux dynamiques se trouvent réunies dans la politique ivoirienne envers le Biafra. Afin de rendre la sécession biafraise effective, Houphouët-Boigny, avec l'aide des « réseaux Foccart », agit dans deux directions. Tout d'abord, il mobilise des soutiens diplomatiques. En 1968, deux pays anglophones reconnaissent le Biafra : la Tanzanie et la Zambie, suivies par le Gabon et la Côte d'Ivoire³¹. Cette configuration permet à Houphouët-Boigny d'augmenter la position dans les négociations avec le gouvernement français qui reste très divisé tant sur la question biafraise que la question sud-africaine. L'association de la Tanzanie et de la Zambie démontre en effet que le soutien au Biafra a un caractère multilatéral qui dépasse les clivages historiques ou idéologiques. En même temps, Houphouët-Boigny organise l'aide militaire qui transite vers le Biafra *via* Libreville. À partir de février 1969, il noue les premiers contacts avec Pretoria. Afin de renforcer sa position dans les négociations avec le gouvernement sud-africain, il mobilise ses partenaires francophones – le Gabon et Madagascar. En janvier 1969, à la marge de la conférence de l'OCAM à Kinshasa, ces trois pays décident d'établir « une politique réaliste vis-à-vis de l'Afrique du Sud à l'échelle du continent³² ». Ainsi, à partir de 1969, l'Afrique du Sud apporte l'aide militaire à l'opération Mathurin *via* l'Angola³³ et, plus tard, un crédit qui permet probablement de financer en partie le déficit budgétaire ivoirien.

En liant la situation dans les deux régions, Houphouët-Boigny essaie de sortir de l'analyse strictement régionale et ouvrir le débat sur les enjeux globaux sur le continent africain. Ainsi, le soutien à la sécession biafraise se présente moins comme le reflet des intérêts particuliers de la Côte d'Ivoire, mais elle constitue la réponse à un danger qu'il estime réel de l'expansion du communisme en Afrique. Cette perspective implique, à son avis, le changement des priorités. « Le principal combat africain, dit-il, n'est pas entre les racistes et les non-racistes – le

31 AN, AG/5(F)/1804 et 1805.

32 AN, AG/5(F)/642, Note de source secrète, s.d. ; AMAE, Direction des Affaires africaines et malgaches (ci-après DAM), Côte d'Ivoire, 1965-72, 1883, Télégramme 110-115 de Raphaël-Leygues, Abidjan, 5 février 1969.

33 Roger Pfister, *Apartheid South Africa and African States*, *op. cit.*, p. 48-76.

vrai combat est entre les communistes et les anti-communistes³⁴ ». L'Afrique du Sud devient dans son analyse l'élément-clé d'un « barrage » commun contre le communisme et cette alliance informelle nécessite, par conséquent, une attitude plus ouverte envers le régime d'apartheid. Houphouët-Boigny se présente aussi comme l'arbitre de la situation en Afrique australe. Tout en maintenant des contacts avec la Zambie et la Tanzanie, l'Ivoirien privilégie la « politique d'ouverture ». Les deux pays qu'il mobilise, le Gabon et Madagascar, sont aussi l'un des premiers pays africains à accueillir les missions économiques sud-africaines, chargés d'étudier des projets d'investissements. Il cherche ainsi à démontrer que l'Afrique du Sud peut trouver un contrepoids à ses craintes sécuritaires dans l'existence d'un bloc continental des pays modérés. À partir de 1968, quand le Conseil de Sécurité introduit les sanctions contre la Rhodésie, le Gabon devient le relais pour certaines exportations de cette colonie britannique rebelle³⁵. De même, Madagascar ouvre la politique du rapprochement avec les pays voisins, notamment le Malawi et le Kenya. En juin 1969, la visite de la délégation malawite à Tananarive est perçue par l'ambassade de France comme « un signe supplémentaire » de l'émergence possible « d'un regroupement régional modéré à caractère essentiellement économique dans un premier temps »³⁶.

L'ÉVOLUTION DU DIALOGUE

À partir de 1970, les déclarations sur le dialogue d'Houphouët-Boigny deviennent une confrontation directe avec Kenneth Kaunda. Nommé président de l'OUA et du mouvement de non-alignés, le président zambien se fait désormais le porte-parole du manifeste de Lusaka. Ce plan d'action pour l'Afrique australe, adoptée par la Communauté des États d'Afrique de l'Est en avril 1969, se trouve à l'opposé de l'analyse ivoirienne. Ses auteurs minorent le facteur idéologie et la confrontation bipolaire – l'opposition entre les deux modèles politiques et économiques – et déterminent les causes potentielles du conflit dans la persistance de la ségrégation raciale et du colonialisme. Bien plus, ils présentent une approche globale envers les problèmes de la région en estimant qu'ils ont l'intention de rechercher les solutions en coopération avec l'Ouest et l'Est. Ils apportent aussi ouvertement un soutien moral ouvert aux mouvements de libération dans la région. Ils affirment leur attachement aux

³⁴ *Ibid.*

³⁵ AN, AG/5(F)/2016. Voir aussi Joanna Warson, *France in Rhodesia: French policy and perceptions throughout the era of decolonisation*, thèse, dir. Tony Chafer, Université de Portsmouth, 2013, p. 271-272.

³⁶ AN, AG/5(F)/2292, Note 497 à la DAM, Tananarive, 5 juillet 1969.

méthodes pacifiques et aux négociations, mais ils se montrent prêts de soutenir la lutte des populations de ces territoires tant que l'évolution non-violente reste bloquée. Dans le passage sur l'Afrique du Sud, ils appellent à l'isolement et à l'exclusion du régime d'apartheid des organisations internationales³⁷.

L'OUA confie en septembre 1970 au président zambien, Kenneth Kaunda, une mission auprès des pays occidentaux. Soutenue largement par les pays francophones, la mission a pour objectif d'amener ces pays à interrompre la coopération avec l'Afrique du Sud et le Portugal et d'apporter le soutien aux mouvements de libération³⁸. Aussitôt que Kaunda termine sa mission, Houphouët-Boigny prononce sa première déclaration. En analysant attentivement la séquence des événements, les déclarations suivantes du président ivoirien sont aussi une réponse, souvent directe, aux initiatives zambiennes.

362

L'initiative du dialogue constitue la rupture avec le manifeste de Lusaka sur deux points. Tout d'abord, elle diverge en ce qui concerne l'analyse des enjeux qui se présentent sur le continent africain. Houphouët-Boigny rejette la rhétorique anti-coloniale et anti-raciste et met l'accent sur les questions économiques. À son avis, les pays africains doivent donner la priorité au développement économique et scientifique, le seul moyen d'assurer l'indépendance et le prestige sur la scène internationale. L'Ivoirien reste aussi très critique envers le non-alignement. À son avis, l'association avec la Chine populaire risque d'intensifier la rivalité idéologique sur le continent, car Moscou et Pékin, malgré les divergences qui les opposent, restent solidaires dans leur volonté d'imposer la primauté du communisme dans le monde. Houphouët-Boigny préconise plutôt la neutralité de l'Afrique face à la confrontation bipolaire, la neutralité qui peut être assurée, à son avis, par le dialogue à l'intérieur et entre les États africains indépendamment de leur régime politique.

Deuxièmement, la position ivoirienne est différente en ce qui concerne les solutions à adopter. Les auteurs du manifeste de Lusaka proposent un choix très clair à l'Afrique du Sud et ses partenaires : soit l'abandon de l'Apartheid, soit l'isolement ; soit la coopération avec l'Afrique du Sud, soit le soutien aux mouvements de libération. Houphouët-Boigny brouille ces lignes de partage. Selon lui, le dialogue interne et le dialogue externe ne sont pas contradictoires tout comme les négociations avec l'Afrique du Sud n'empêchent pas de soutenir les mouvements de libération. Il constate que l'intégration progressive de l'Afrique du Sud à la société internationale peut être aussi le moteur de

37 University of Western Cape, Robben Island Mayibuye Archives, MCH 02-13, ANC records, London papers, box 13, Manifesto on Southern Africa adopted by the Fifth Summit Conference of East and Central African states with « Introductory note ».

38 AMAE, NUOI, apartheid, 1970-75, 1162, Télégramme 403/408 de Bénard, Addis-Abeba, 3 septembre 1970.

l'évolution du régime sud-africain permettant aux pays africains d'épargner leurs ressources économiques³⁹.

En proposant le dialogue, Houphouët-Boigny croyait, selon Jacques Foccart, aller « dans le sens de l'Histoire⁴⁰ ». Avant d'être jugé sévèrement par celle-ci, il a été discrédité par ses pairs. L'initiative ivoirienne se présente comme une voie dans le débat, mais, en réalité, elle met en cause l'unité africaine. Tout d'abord, les déclarations de l'Ivoirien rouvrent les anciennes divisions qui se sont manifestées au début des années 1960 au cours des débats sur l'unité africaine. Alors que les auteurs du manifeste de Lusaka s'inspirent de la tradition panafricaine, l'initiative du dialogue – son insistance sur la neutralité et l'aspect économique – s'inscrit dans la tradition confédérale. Bien plus, le fait que certains passages des déclarations ivoiriennes fassent écho aux discours de l'empereur Haïlé Sélassié du début des années 1960, démontre à un observateur de l'époque que le président ivoirien se place en arbitre du jeu continental. Finalement, le dialogue se présente aussi comme le « contre-club » de l'organisation africaine. Tout en demandant à ses pairs d'affronter une alternative, Houphouët-Boigny ne se présente pas à Addis-Abeba pour exposer personnellement ses thèses. Il mène d'abord les consultations dans le cadre des organisations francophones, ensuite dans le cercle restreint des supporteurs du dialogue ou encore dans l'enceinte de l'ONU. Quand l'OUA rejette le dialogue en juin 1971, il propose, sans succès, la réunion des États favorables au dialogue à Libreville (ministres des Affaires étrangères) et à Abidjan (chefs d'État)⁴¹.

L'échec de son initiative vient aussi du fait que la Côte d'Ivoire mobilise des États qui n'ont pas de poids dans la politique africaine et, surtout, dans le débat qui se noue : soit ils restent isolés en Afrique à cause de leur position géographique, soit ils restent étroitement dépendants de l'Afrique du Sud ou de la Côte d'Ivoire⁴². Le dialogue reste aussi vulnérable aux intérêts particuliers de ses supporteurs ou encore donne lieu à des surenchères. Au lendemain de la première déclaration d'Houphouët-Boigny, Omar Bongo – en s'appuyant sur les problèmes de sécurité du Gabon – envoie une lettre au Premier ministre sud-africain, John Vorster, dans laquelle il demande de ne pas y réagir⁴³. De même, en novembre 1970, le gouvernement malgache reçoit officiellement Hildgar Muller, ministre des Affaires étrangères sud-africain, à la tête d'une

39 Les textes intégrales des trois déclarations sur le dialogue : Archives du ministère des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, BTS 1/179/3 « Ivory Coast: relations with SA 1969-1979 ».

40 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 2, p. 112.

41 Voir AMAE, NUOI, Apartheid, 1970-75, 1158, dossier « Houphouët-Boigny et le dialogue ».

42 Le « noyau dur » des supporteurs du dialogue est constitué par : Madagascar, le Gabon, le Malawi, le Lesotho, le Swaziland et le Ghana.

43 AN, AG/5(F)/652, Lettre de Bongo à Botha, Libreville, 9 novembre 1970.

importante délégation économique⁴⁴. Toutefois, l'ambassade note à différents moments le souci de Tananarive de sortir de l'isolement et de ne pas se laisser distancer par Houphouët-Boigny. En septembre 1971, la visite d'une délégation parlementaire lesothane et le projet d'un sommet des pays modérés de la région servent à « rappeler à l'opinion internationale et à la presse [...] que ni la Côte d'Ivoire ni le Malawi n'ont l'exclusivité de la politique de dialogue avec l'Afrique du Sud⁴⁵ ».

LE DIALOGUE ET LA FRANCE

364

La question inhérente à l'analyse de l'initiative du dialogue est celle du rôle de la France. Le dialogue est tout d'abord le résultat des convergences entre les réseaux Foccart et la politique étrangère ivoirienne. Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches sert, à différents moments, d'appui à cette initiative. En mars 1969, une série des notes, préparées par Vincent Balesi à l'attention de Jacques Foccart, au sujet de la Tanzanie, de la Zambie et du Malawi⁴⁶, laissent supposer la montée d'une confrontation idéologique en Afrique australe. Faisant suite à une série des rapports du SDECE sur les négociations entre la Tanzanie et l'Union soviétique⁴⁷, elles démontrent que Kenneth Kaunda et Julius Nyerere rompent les accords de coopération militaire respectivement avec le Royaume-Uni et le Canada et, ainsi, effacent les derniers vestiges de la présence occidentale dans ces pays. Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches note que « l'Union soviétique améliore chaque jour ses positions tant au Moyen-Orient que dans l'Est de l'Afrique⁴⁸ ». Cette conclusion paraît d'autant plus inquiétante que les mêmes notes sous-entendent les préparatifs en vue d'un conflit armé dans la région. Mises en parallèle avec l'activité d'Houphouët-Boigny, ces analyses confirment la justesse de la « politique réaliste » des pays francophones. Elles préparent aussi le terrain pour les demandes formulées par P.W. Botha au cours de ses voyages à Paris. En échange de l'assistance pour le Biafra, le ministre de la Défense sud-africain demande à ses homologues français la levée des restrictions sur les exportations d'armements que la France vient de décréter à l'encontre des alliés

44 AN, AG/5(F)/671, Note du secrétariat général de la Communauté et des Affaires africaines et malgaches à l'attention du président, Paris, 17 novembre 1970.

45 AN, AG/5(F)/2099, Télégramme n°1230/33 de Plantey, Tananarive, 10 septembre 1971.

46 AN, AG/5(F)/2292, Note au sujet de la Zambie, le 28 février 1969 ; AN, AG/5(F)/2279, Note du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches au secrétaire général, Paris, 31 janvier 1969.

47 AN, AG/5(F)/2279. Une série des notes du SDECE au sujet de la situation en Tanzanie, 1969.

48 AN, AG/5(F)/2279, Note du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches au secrétaire général, Paris, 13 mars 1969.

de Pretoria. Dans la conversation avec Michel Debré, en juillet 1969, il souligne la contradiction entre l'engagement en Afrique de l'Ouest et la sécurité de son pays, qui « ne peut pas se laisser poignarder par les pays qui forment des terroristes qui infiltrent ensuite l'Afrique du Sud⁴⁹ ». Le gouvernement français oppose la fin de non-recevoir à cette demande.

L'analyse sur le rôle de la France doit en même temps rester nuancée étant donné la diversité des acteurs et des institutions impliquées dans la formulation et la réalisation de la politique étrangère française. Le dialogue se place en effet à l'intersection des compétences de la cellule africaine de l'Élysée et du Quai d'Orsay tout en renforçant le rôle d'arbitre du président français. Ce dernier, tout comme le Quai d'Orsay, partagent, semble-t-il, l'analyse du président ivoirien sur la nécessité d'un *modus vivendi* entre l'Afrique du Sud et les pays africains. Pourtant, le dialogue obtient rarement des soutiens officiels. Dans ses entretiens avec Philippe Gaillard, Jacques Foccart souligne plutôt des silences qui entouraient cette initiative⁵⁰. « Informé », Georges Pompidou estime le dialogue prématuré⁵¹. La direction des Affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, tout en reconnaissant au dialogue le mérite de poser une alternative bien définie, considère qu'il doit rester une « initiative africaine⁵² ». Déjà en juin 1971, lors des conversations franco-britanniques au *Foreign Office*, le diplomate français Bruno de Leusse affirme que les déclarations d'Houphouët-Boigny ne sont pas une politique officielle de la France ou établie en consultation avec Paris⁵³.

Les attitudes divergentes envers le dialogue sont tributaires de la réflexion sur la politique de la France en Afrique francophone. Le dialogue entraîne la polarisation des leaders francophones autour de la question d'apartheid et des critiques ouvertes envers la France. Cette contestation, motivée en partie par l'opposition interne qui dénonce le néo-colonialisme français, se manifeste déjà en 1970 au cours du sommet de l'OUA où certains leaders francophones apportent leur voix aux résolutions condamnant les puissances occidentales. Elle est encore plus prononcée lors des entretiens bilatéraux à l'Élysée. Deuxièmement, ces divergences reflètent aussi le débat sur la question sud-africaine. Alors que Jacques Foccart place au cœur de la réflexion le facteur idéologique et les alliances que ce facteur implique, le Quai d'Orsay privilégie

49 DFA, BTS 1/30/3, Compte rendu (en afrikaans) de l'entretien Muller/Schumann (7 juillet 1969) et Muller/Debré (8 juillet 1969).

50 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 2, p. 111.

51 Frédéric Turpin, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique, op. cit.*, p. 175.

52 AN, AG/5(F)/1808, Note d'information de la DAL, Paris, 5 août 1971 ; télégramme d'Hervé Alphand aux ambassades à Abidjan, Pretoria, Tananarive, Libreville, Londres, Washington, New York, 17 novembre 1971.

53 TNA, FO 65/972, Record of Anglo-French Talks on Africa held in Paris on 29 June 1971.

une analyse régionale et l'équilibre qui doit exister entre les deux courants. À partir de 1968, la diplomatie française cherche à créer des mesures de confiance dans la région : elle vote les sanctions contre la Rhodésie, condamne les procès politiques en Namibie et ouvre le débat, qui s'avère très complexe, sur la limitation des ventes d'armes envers l'Afrique du Sud et le Portugal. Paris fait aussi des gestes d'ouverture envers la Zambie et de la Tanzanie, ce dont témoignent les visites de Kenneth Kaunda et de Julius Nyerere à Paris, respectivement en septembre 1968 et janvier 1969. La perspective régionale prévaut face au dialogue : à partir de 1972, Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, privilégie l'engagement de la France dans la médiation sur le dossier namibien. Le projet consiste alors à amener le gouvernement sud-africain à la table de conversations avec le secrétaire général de l'ONU⁵⁴.

Il n'en est pas moins vrai que la dynamique bilatérale influence le dialogue. Dès le départ, l'ambassade de France à Pretoria note le souci des autorités sud-africaines « d'agir en accord avec le gouvernement français, dès lors qu'il s'agissait de relations avec les États d'expression française⁵⁵ ». Dès 1969, Paris reste le centre des contacts qui se nouent entre différents acteurs du dialogue. Jacques Foccart, selon ses propres aveux, rencontre personnellement à plusieurs reprises des diplomates, des représentants des services spéciaux ou encore le ministre de la Défense sud-africain⁵⁶. De même, l'ambassade sud-africaine à Paris, dirigée à partir de 1969, par Albertus Burger, ancien conseiller aux questions africaines de Hendrik Verwoerd et de John Vorster, devient le point d'action en direction des leaders africains francophones qui visitent la France⁵⁷. Sur le terrain africain, les contacts entre les présidents ivoiriens ou gabonais se réalisent par intermédiaire ou en présence de Maurice Beaupré et de son collaborateur Philippe Lettéron.

Au début des années 1970, la France n'a pas pour autant les moyens pour faire pression sur les autorités de Pretoria. Ses intérêts économiques reposent souvent sur les contrats gouvernementaux et, par conséquent, dépendent de l'ambiance des relations bilatérales. Les restrictions, certes minimales, sur les ventes des hélicoptères, puis l'engagement de la France dans le dossier namibien, provoquent une crise qui pèse sur les résultats des appels d'offres auxquelles concourent les entreprises françaises. Alors que Jacques Foccart croit pouvoir exposer aux Sud-Africains des « réalités africaines », son poids reste réduit, car ces conversations portent aussi inévitablement sur les « réalités économiques » de la France. Ces deux échelles, française et africaine, et les tensions qui s'y

54 AMAE, NUOI, Namibie, 1970-1975, 1386.

55 AMAE, DAL, Afrique du Sud, 1966-72, 32. Télégramme 7/14 de De Luze, Le Cap, 2 février 1969.

56 Jacques Foccart, Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 2, p. 112.

57 Roger Pfister, *Apartheid South Africa and African States, op. cit.*, p. 48-76.

manifestent, laissent ainsi au gouvernement sud-africain une marge de manœuvre qui lui permet d'osciller entre différents courants d'opinion.

En 1972, les coups d'État à Madagascar et au Ghana emportent deux partisans du dialogue⁵⁸. Houphouët-Boigny n'abandonne pour autant son initiative et se positionne désormais comme un intermédiaire entre les deux partis du conflit en Afrique du Sud. Il reçoit en Côte d'Ivoire les représentants des mouvements de libération⁵⁹ tout en menant la correspondance avec le Premier ministre sud-africain. L'appel au dialogue qu'il prononce personnellement au sommet d'Addis-Abeba en juin 1973⁶⁰ ne peut pas pour autant réunir les soutiens, car les négociations ne sont pas compatibles avec les tensions grandissantes en Afrique australe qui annoncent déjà la fin de l'empire portugais.

« Les archives répondront un jour à vos questions⁶¹ ». Il y a vingt ans, Jacques Foccart lançait un défi aux historiens. Il est donc intéressant d'essayer de répondre à la question de savoir quelle vérité ses archives révèlent sur la politique du dialogue. À tous ceux qui s'intéressent aux relations franco-africaines, notamment au dialogue, les documents de « Monsieur Afrique », tout comme leur inventaire, restent une source précieuse d'informations à deux conditions. Tout d'abord, l'analyse doit s'appuyer sur un corpus d'archives qui sort des chemins battus et inclut les dossiers relatifs à tous les États intéressés au dialogue. Une lecture transversale permet en effet d'appréhender cette politique telle qu'elle était – dans son intégralité et sa complexité. Toutefois, ces archives ne présentent qu'une partie du tableau : le rôle des États africains dans cette initiative, tel qu'il était vu par la cellule africaine de l'Élysée. Les motivations des États africains ne peuvent être comprises qu'à travers le croisement des sources, françaises et étrangères. Jacques Foccart semblait par ailleurs suggérer cette possibilité, car il parlait *des* archives et non pas de *ses* archives. Sans ce croisement, ses archives confortent plutôt la légende dont il voulait s'entourer – celle de l'homme de l'ombre qui a révélé sa part de vérité dans ses mémoires et ses entretiens avec Philippe Gaillard. Dans ces derniers, Foccart affirmait que ses contacts avec les Sud-Africains avaient pris fin en juin 1973 et qu'il avait interdit au président ivoirien de les poursuivre. Comme il notait dans son Journal, « [il] ne [voulait] pas engager des gens comme Houphouët vers une

58 Daniel Bach, « Les initiatives franco-sud-africaines de “dialogue” avec l'Afrique francophone », art. cit., p. 212.

59 AN, AG/5(F)/1812, Télégramme 1672/80 de Raphaël-Leygues, Abidjan, le 16 décembre 1972 ; Télégramme 45/46 de Raphaël-Leygues, Abidjan, 9 janvier 1973.

60 AN, AG/5(F)/1808, Note à l'attention du président de la République, Paris, 1^{er} juin 1973 ; Dépêche 632/NUOI, Addis-Abeba, 7 juin 1973.

61 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 1 (1913-1969), 1995, p. 207.

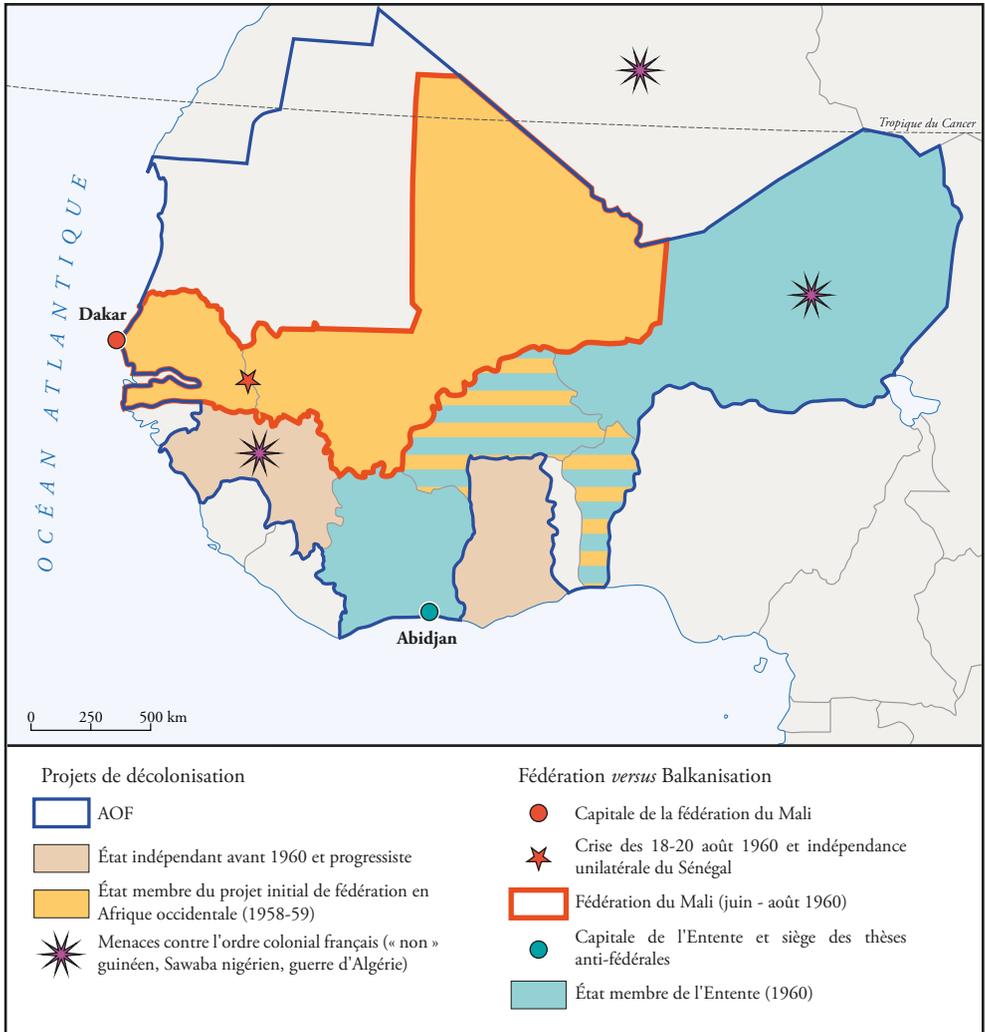
mauvaise fréquentation, qui les amènerait à se faire critiquer⁶² ». Toutefois, ces contacts et le dialogue n'ont pas cessé tout comme les déclarations en faveur du dialogue. En septembre 1974, Houphouët recevait le Premier ministre sud-africain, John Vorster, à Yamoussoukro⁶³. Il a aussi répondu présent pour servir d'intermédiaire entre Paris et Pretoria quand Foccart devenait conseiller de Jacques Chirac à Matignon en 1986⁶⁴. On peut même se demander dans quelle mesure la médiation de la nouvelle diplomatie sud-africaine, post-Apartheid – celle de Thabo Mbeki sous l'égide de l'Union africaine –, dans le conflit en Côte d'Ivoire qui a éclaté après la mort d'Houphouët-Boigny et de Jacques Foccart n'était pas aussi un écho lointain de cette histoire et, peut-être, son point final. D'autres archives répondront un jour à cette question.

62 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, Paris, Fayard, 2001, p. 252.

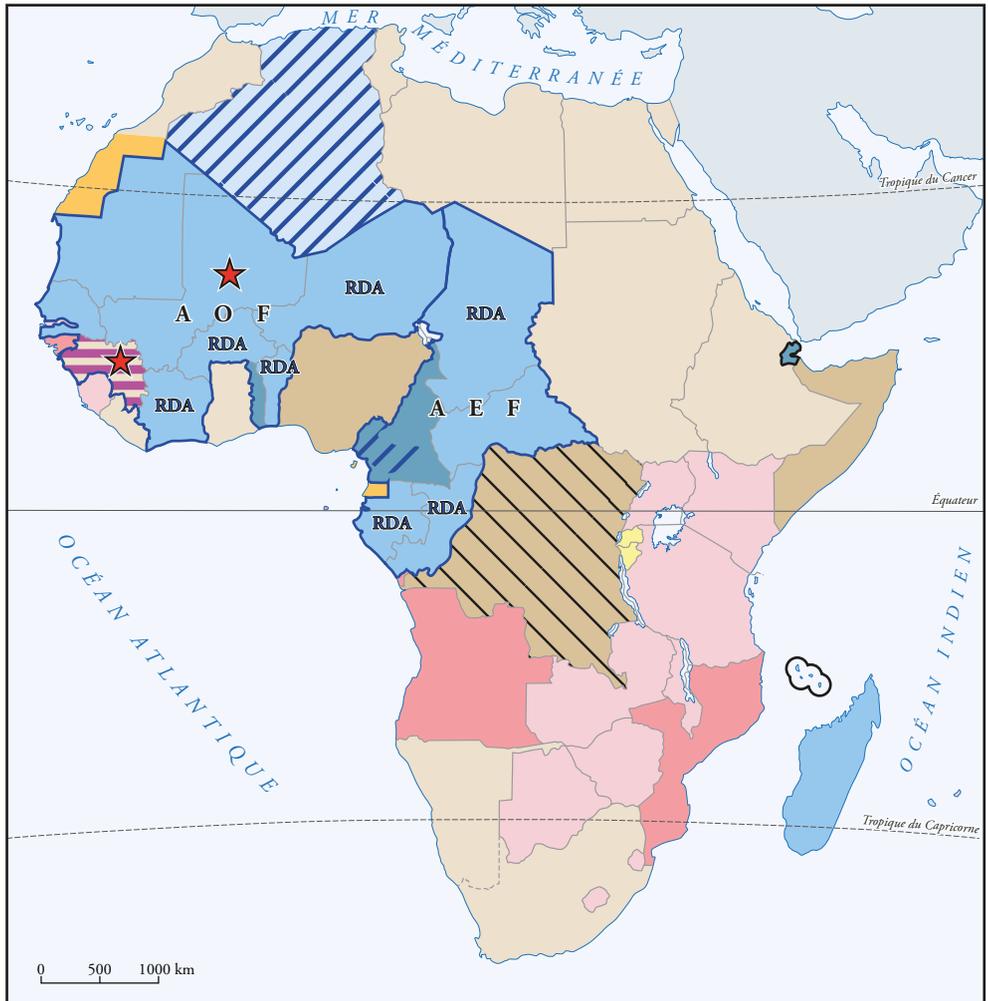
63 Daniel Bach, « L'insertion ivoirienne dans les rapports internationaux », dans Yves-André Fauré et Jean-François Médard (dir.), *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982, p. 111.

64 Jean-Yves Olivier, *Ni vu, ni connu. Ma vie de négociant en politique de Chirac et Foccart à Mandela*, Paris, Fayard, 2014, p. 85.

Cartes

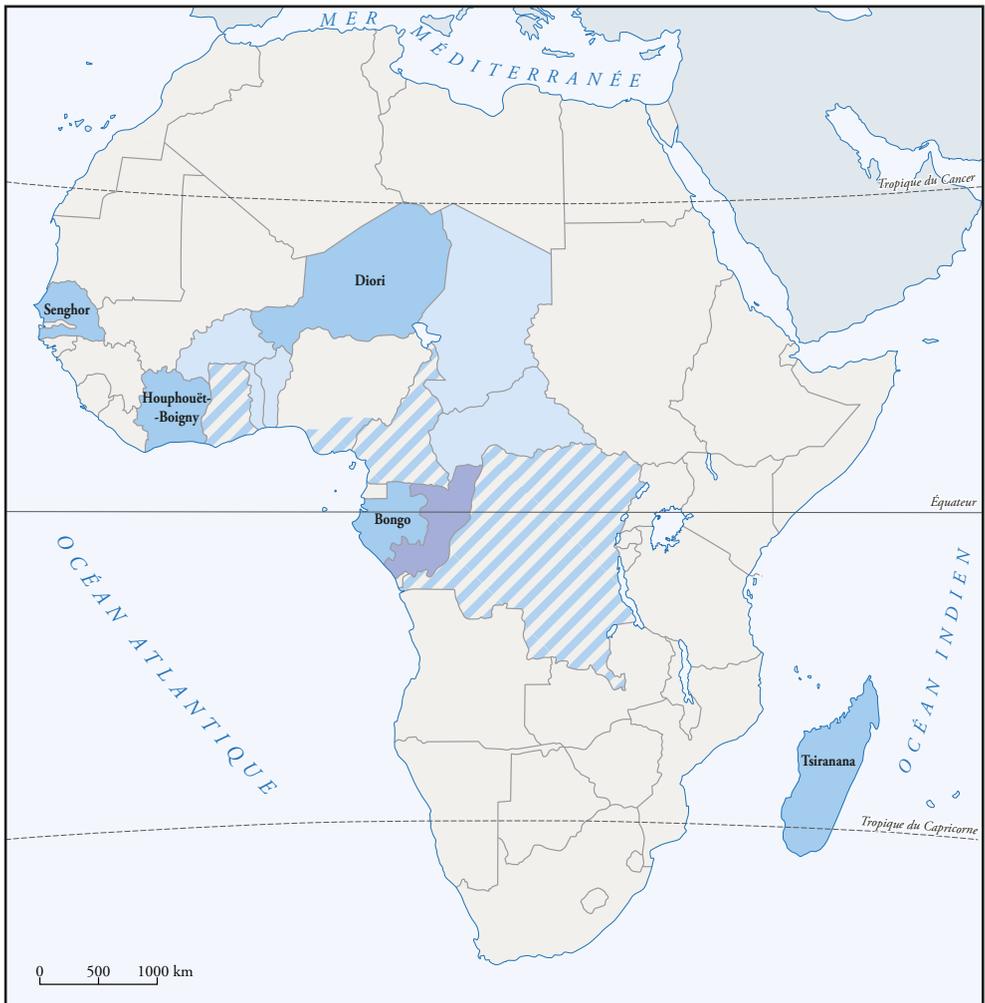


L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



L'Empire français	1960 : année de l'Afrique	Le crépuscule colonial
Département	Guerres coloniales françaises	État indépendant avant 1960
Colonie	Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire	État indépendant en 1960
Fédérations AOF et AEF (1958)	Territoires non décolonisés	Colonies en 1960
Territoire sous tutelle	Gouvernement RDA tendance Houphouët	belge
« Non » à la Communauté (1958)	1 ^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960)	britannique
		espagnole
		portugaise

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



« Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

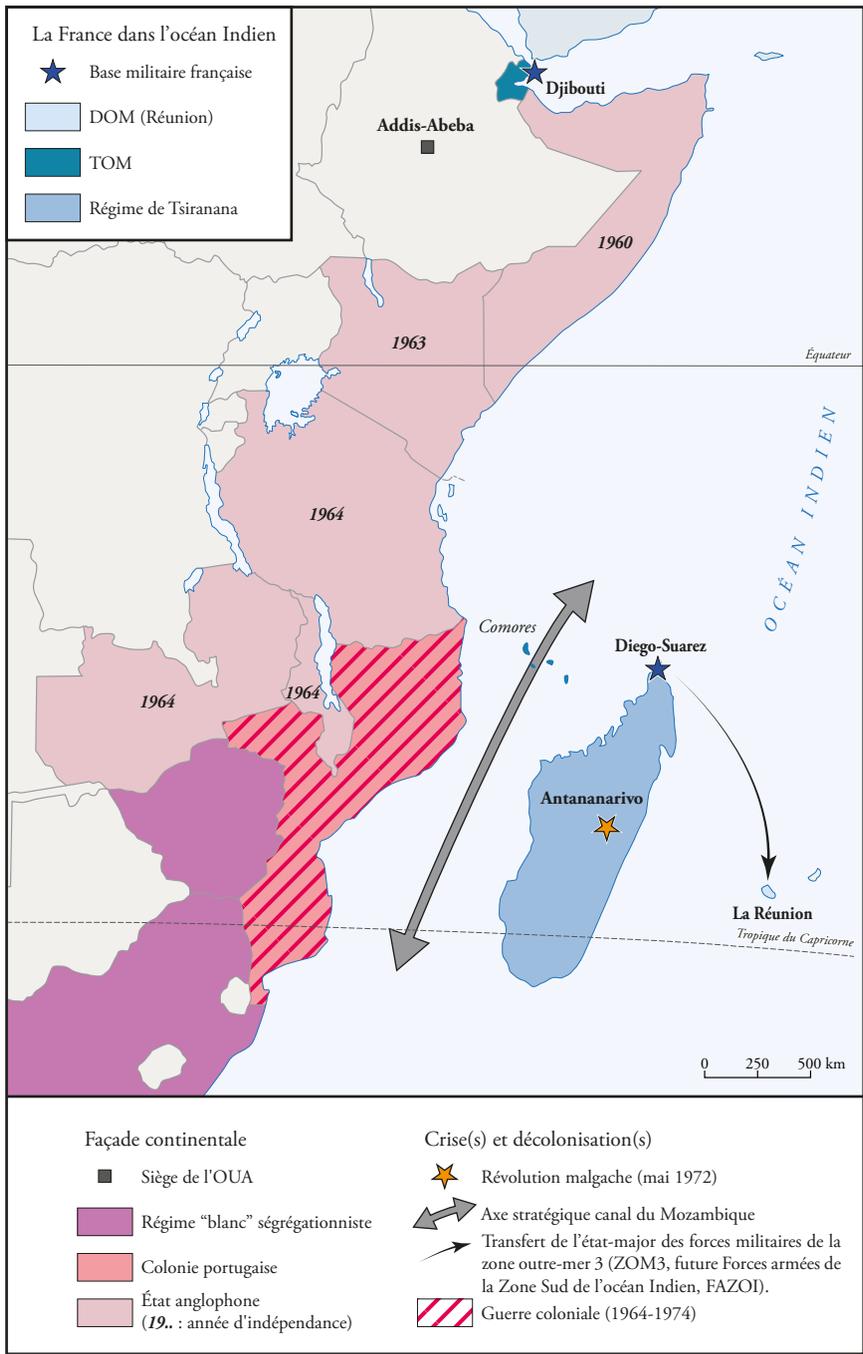
« D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

« La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...] »

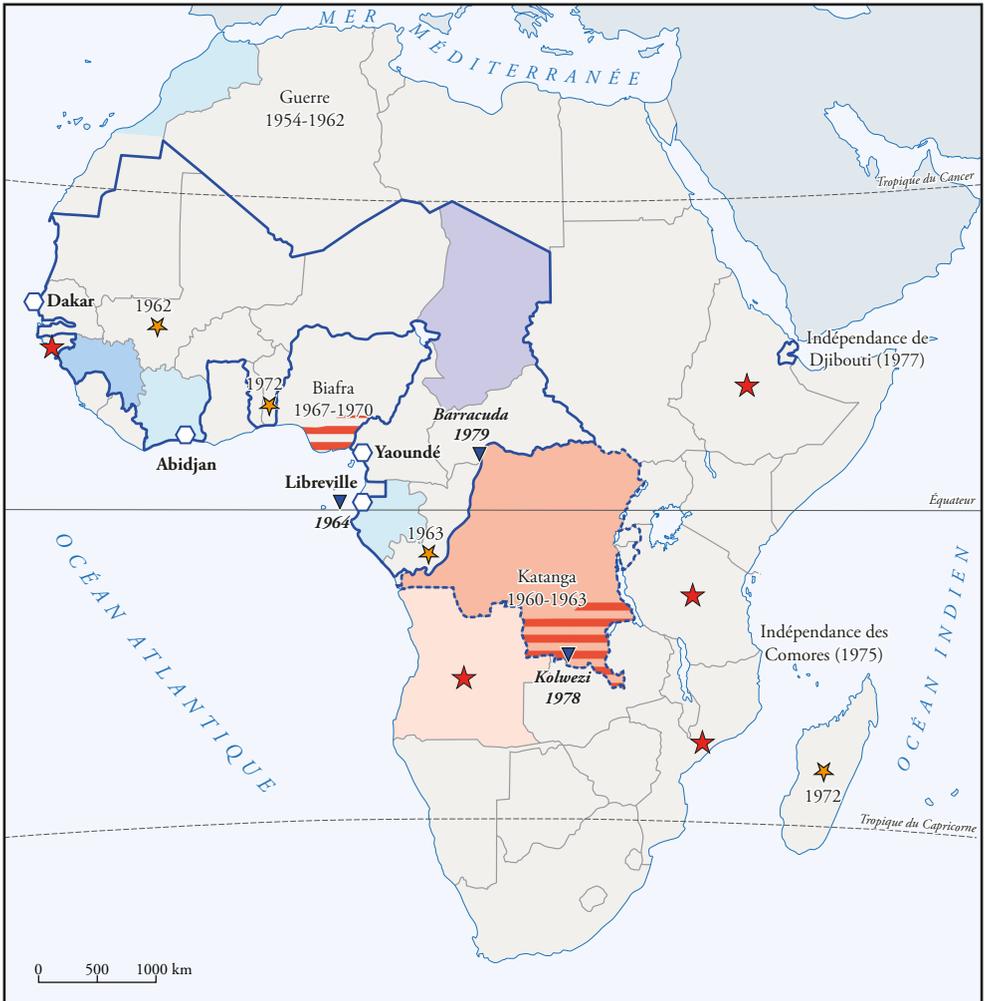
« C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit

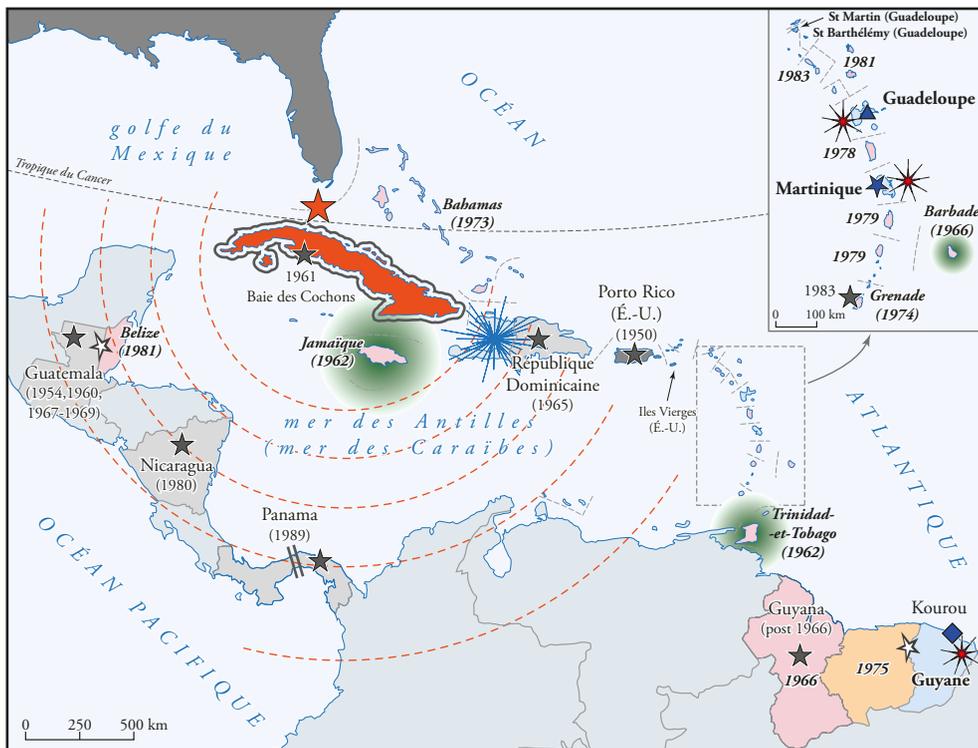


La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



- | | |
|--|--|
| Principaux postes du SDECE | Régime révolutionnaire communiste de la guerre fraîche (années 1970) |
| Principales interventions parachutistes | Régime « révolutionnaire » au sein du « pré carré » |
| « Pré carré » originel | Congo, point de fixation de la guerre froide |
| Extension du « pré carré » à l'Afrique centrale et à l'Afrique des Grands Lacs francophones (dès 1960) | Soutien de sécession |
| Pays relais de la politique foccartienne | Angola, front de la « guerre fraîche » |
| Opération « Persil » en Guinée (1960) | |
| Première intervention militaire | |

Le « pré carré » et l'héritage de Foccart (1960-1980)



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

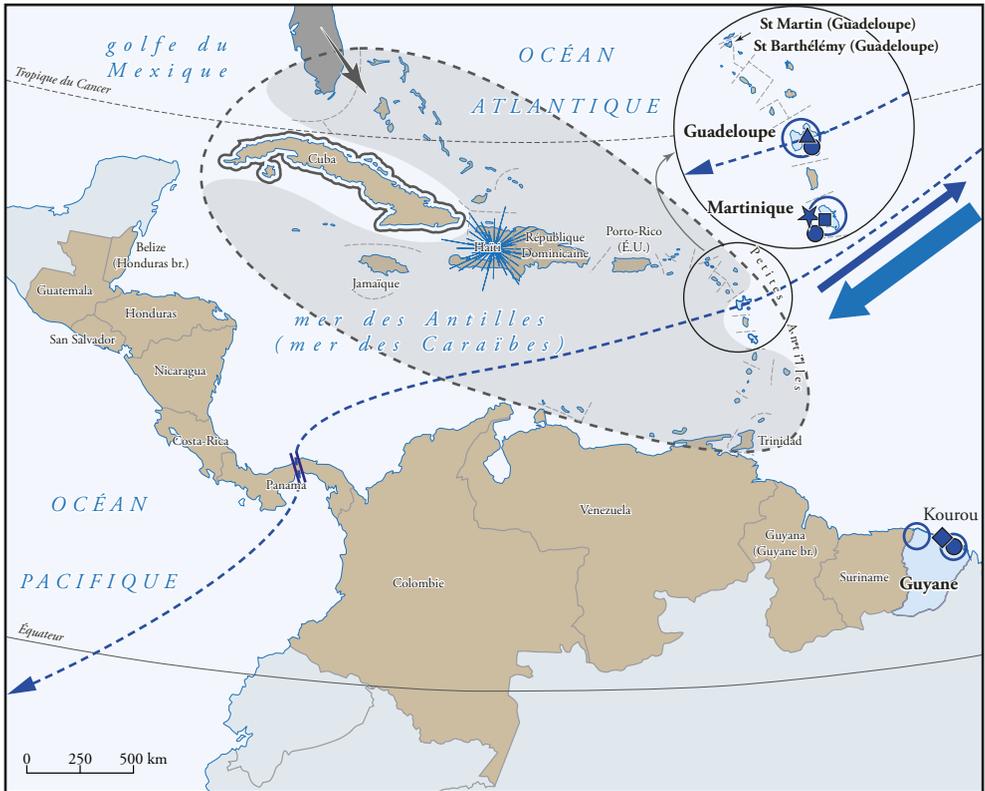
Présence et influence des États-Unis

- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

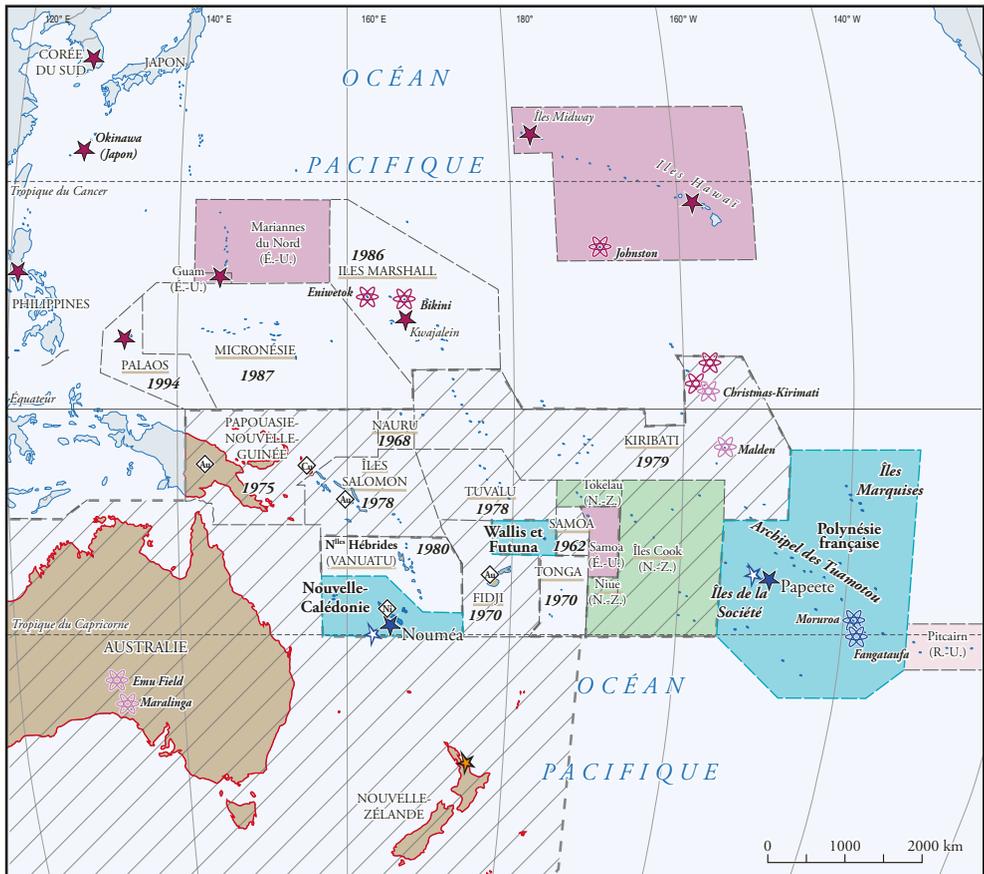
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole :
- ➔ flux Antilles vers métropole
- ➜ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
- ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
- ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
- ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
- TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
- Possessions françaises

Ressources minières

- ⬢ Cuivre
- ⬢ Nickel
- ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
 - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
 - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
 - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
 - Union française (1958) [5 AG F/145]
 - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
 - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
 - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
 - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
 - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
 - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
 - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
 - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
 - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
 - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
 - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
 - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
 - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
 - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
 [5 AG F/506-523]
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-
 1973) [5 AG F/524-527]
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-
 746]
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-
 1974) [5 AG F/842-878]
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-
 1037]
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligot (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général: mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1988.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS
DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

JACQUES FOCCART: ARCHIVES OUVERTES Table des abréviations

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique.....	9
Olivier Forcade	

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »?.....	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente.....	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974).....	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide.....	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire?.....	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire.....	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972).....	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970.....	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue »	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique.	369
Saliou Mbaye	
Cartes	373
Jacques Foccart en quelques dates	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie	393
Notices biographiques	407
Index	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation	421
Crédits photographiques	422
Table des matières	423

